

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 26 NOVEMBRE 1903.

Proposition de loi renforçant le contrôle des opérations électorales.

DÉVELOPPEMENTS.

MESSIEURS,

Bien que notre législation électorale ait pris souci d'assurer dans une très large mesure la régularité des opérations électorales, l'expérience a prouvé que des fraudes et des erreurs peuvent encore se commettre sans que les règles actuellement suivies permettent de les découvrir et de les signaler.

C'est surtout dans la revision des listes électorales que de nombreux abus ont été signalés, et des mesures doivent sans aucun doute être proposées pour y remédier. Mais la session qui vient de s'ouvrir sera forcément fort courte, et il serait sans intérêt pratique de vouloir discuter des modifications à la loi électorale qui ne pourront plus recevoir leur application pour la confection déjà commencée des listes électorales de l'an prochain.

Il en est autrement en ce qui concerne les opérations électorales proprement dites. L'expérience de ces dernières années a démontré que des erreurs, involontaires pour la plupart, peuvent se commettre dans les opérations du dépouillement des scrutins. Des exemples nombreux ont été donnés et tout le monde se souvient qu'aux dernières élections législatives de Bruxelles, dans un des bureaux du canton de Lennik-Saint-Quentin, les scrutateurs, par une fausse interprétation de la loi, en étaient arrivés à distribuer aux diverses listes en présence plus de suffrages dans leur seul bureau qu'il n'y avait d'électeurs inscrits dans le canton tout entier.

C'est à cause de son énormité même que l'erreur a pu être aperçue ; mais combien d'autres ont été commises qui, d'après les règles actuellement suivies, n'ont laissé aucune trace dans le procès-verbal de l'élection ?

Pour assurer une parfaite sincérité et une parfaite exactitude des opérations électorales, il est donc nécessaire d'augmenter l'efficacité des moyens de contrôle établis par le Code électoral.

Tel est l'unique but de la modeste proposition de loi que nous soumettons

aux discussions de la Chambre. Écartant toutes les questions de principe sur lesquelles des dissentiments pourraient surgir entre les partis, nous nous bornons à demander que la recherche des erreurs commises dans les opérations électorales soit facilitée et rendue plus efficace. C'est là une question d'honnêteté politique sur laquelle aucun désaccord ne peut exister.

La première innovation que nous proposons tend à organiser le contrôle des partis sur les opérations préalables au scrutin. Aujourd'hui, aucun témoin ne peut être désigné pour assister aux délibérations du bureau principal, lorsqu'il se réunit pour statuer sur la validité des présentations de candidats et arrêter la forme des bulletins de vote. Il s'agit cependant de questions fort importantes, et il est légitime, il est conforme à l'esprit de notre Code électoral, que ces opérations soient surveillées et contrôlées aussi bien que celles du vote, du dépouillement et du recensement des suffrages. C'est pourquoi nous proposons, par modification à l'article 167 du Code électoral, de donner à l'un des parrains de chaque liste le droit d'assister à ces opérations du bureau principal.

Nous proposons ensuite qu'il ne soit plus exigé que les témoins des opérations électorales aient la qualité d'électeur. Lorsque la législation sur le secret du vote vint, en 1878, substituer à la publicité absolue des opérations électorales le contrôle de témoins désignés par les candidats, le corps électoral était très restreint; les électeurs constituaient dans la nation une sorte de caste privilégiée; il se comprend donc qu'on ait décidé alors que seuls des électeurs pouvaient être désignés pour surveiller les opérations électorales; cela avait d'autant moins d'inconvénients qu'alors on était électeur dès l'âge de 21 ans, que toutes les opérations électorales se faisaient au chef-lieu d'arrondissement, que les bureaux de vote étaient beaucoup moins nombreux et les opérations électorales moins longues. On s'adressait donc à des hommes plus jeunes, pour leur demander un travail beaucoup moins long et qui ne les obligeait à aucun déplacement.

Il n'en est de plus de même aujourd'hui. Aussi est-il incontestable que, dans les grands arrondissements, il est impossible de trouver un nombre suffisant d'électeurs dévoués qui consentent à remplir les fonctions de témoins dans tous les villages de la circonscription. Or, c'est là précisément que l'on trouve les scrutateurs les moins expérimentés; il en résulte que c'est précisément dans les bureaux où le contrôle serait le plus utile qu'il fait défaut.

C'est pour porter remède à cette situation que nous proposons des modifications à l'article 165 du Code électoral et à l'article 14 de la loi d'électorat provincial, modifications qui permettront de choisir les témoins parmi ceux qui ne sont pas encore électeurs, mais qui sont à l'âge où le dévouement aux idées politiques est le plus ardent. Il va de soi que la participation aux opérations électorales constituant l'exercice d'un droit politique, les Belges seuls pourront être admis; s'il y avait quelque doute sur ce point, on pourrait du reste le mentionner expressément dans le texte.

Nous proposons encore de faire proclamer publiquement les résultats partiels obtenus dans tous les bureaux de dépouillement. En effet, avec le

régime électoral actuel, il faut qu'il y ait une concordance complète entre le nombre des bulletins valables et le total des voix attribuées aux différentes listes. Si donc les témoins ont fait défaut, il suffira que ces résultats soient proclamés publiquement d'une façon complète pour que ceux qui assisteraient à cette proclamation puissent s'apercevoir immédiatement si des erreurs ont été commises dans le comptage des bulletins. Ces erreurs pourront ainsi être relevées et signalées à l'autorité chargée de la vérification des pouvoirs.

C'est dans le même ordre d'idées que nous demandons que les tableaux transmis au bureau principal contiennent les indications qui permettront au bureau principal et aux témoins qui assistent au recensement des suffrages, d'apercevoir si des erreurs de cette nature ont été commises. Non que nous voulions donner au bureau principal le droit de rechercher et de redresser ces erreurs; ce serait créer un inextricable gâchis; mais il faut qu'il puisse les apercevoir pour les signaler à l'autorité qui vérifiera souverainement les opérations électorales.

C'est à ces très simples modifications que se borne notre proposition; nous sommes convaincus que si la Chambre veut bien l'adopter, elle aura pour conséquence d'assurer un contrôle plus sérieux et plus efficace et d'assurer ainsi une sincérité, une exactitude plus grande des résultats électoraux.

Notre proposition ne s'applique point aux élections communales; celles-ci viennent d'avoir lieu, et il nous paraît inutile de demander la modification sur un point de détail d'une législation qui est condamnée à disparaître dans un avenir très prochain.

VICTOR VAN DE WALLE.



PROPOSITION DE LOI

ARTICLE PREMIER.

Les articles 165, 167, 186 et 260 du Code électoral sont modifiés comme suit :

Art. 165 : Supprimer l'avant-dernier alinéa et, dans le dernier alinéa, les mots « même s'ils ne sont pas électeurs ».

Art. 167 : Remplacer le dernier alinéa par la disposition suivante : « L'un des trois signataires de chaque liste de présentation qui ont fait la remise de la liste entre les mains du président du bureau pourra assister aux délibérations prévues par le présent article et par l'article 169 ci-après et faire, concernant l'admission des listes et la forme du bulletin de vote, telles observations que de conseil et qui seront, s'il le requiert, actées au procès-verbal. »

Art. 186 : Ajouter le paragraphe final suivant : « Le bureau proclame publiquement le résultat du dépouillement auquel il a procédé en donnant lecture à haute voix de toutes les indications portées au tableau de recensement. »

Art. 260 : Rédiger comme suit le premier alinéa : « Le tableau visé à l'article 186 mentionne le nombre des bulletins trouvés dans les urnes, le nombre des bulletins

WETSVOORSTEL

EERSTE ARTIKEL.

De artikelen 165, 167, 186 en 260 van het Kieswetboek worden gewijzigd als volgt :

Art. 165 : Het voorlaatste lid te doen wegvallen, alsmede, in het laatste lid, de woorden : « zelfs indien ze geen kiezer zijn ».

Art. 167 : Het laatste lid van dit artikel door de navolgende bepaling te vervangen :

« Eén der drie ondertekenaars van elke lijst van voorstelling, die de lijst afgaven in handen van den voorzitter van het bureau, mag de bij dit artikel en bij het navolgend artikel 169 voorziene beraadslagingen bijwonen, en nopens de toelating der lijsten en den vorm van het stembriefje zoodanige opmerkingen maken als hij goed vindt ; zoo hij het vordert, worden deze opmerkingen in het proces-verbaal opgenomen. »

Art. 186 : De navolgende slotparagraaf aan dit artikel toe te voegen : « Het bureau kondigt den uitslag van de stemopneming, waartoe het overging, in 't openbaar af door met luider stem al de aanduidingen, die in de opnemings-tabel zijn gebracht, voor te lezen. »

Art. 260 : Het eerste lid van dit artikel te doen luiden als volgt : « De in artikel 186 bedoelde tabel vermeldt : het getal briefjes in de stembussen gevonden,

blancs ou nuls et celui des votes valables; il mentionne ensuite pour chacune des listes... etc.»

ART. 2.

L'article 14 de la loi du 22 avril 1898 est abrogé.

het getal witte of ongeldige briefjes alsmede dat der geldige stemmen; zij vermeldt vervolgens voor elk der lijsten, enz. »

ART. 2.

Artikel 14 der wet van 22 April 1898 wordt ingetrokken.

VICT. VAN DE WALLE.

G. TONNELIER.

C. LIEFMANS.

J. VERHEYEN.

GEORGES LORAND.

6)

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 26 NOVEMBER 1903.

Wetsvoorstel tot versterking van het toezicht over de kiesverrichtingen.

TOELICHTING.

MIJNE HEEREN,

Ofschoon onze kieswetten betrachten in ruime mate de regelmatigheid der kiesverrichtingen te verzekeren, is uit de ondervinding gebleken dat er nog bedrog gepleegd en dwalingen begaan kunnen worden, zonder dat de thans gevolgde regelen veroorloven het te ontdekken of ze aan te wijzen.

Voor al bij de herziening der kiezerslijsten, werden talrijke misbruiken aangehaald, en ongetwijfeld dienen maatregelen te worden voorgesteld om ze te verhelpen. Doch dit jaar zal de zittijd noodzakelijk kort wezen, en 't zou geen practisch nut opleveren, te willen beraadslagen over wijzigingen in de kieswet, die niet kunnen toegepast worden bij het reeds aangevangen opmaken van de kiezerslijsten voor toekomstig jaar.

Anders is het gesteld met de eigenlijke kiesverrichtingen. Uit ondervinding in de laatste jaren is gebleken, dat, voor 't meerendeel onvrijwillige, dwalingen kunnen begaan worden bij het opnemen der stemmen. Daarvan werden talrijke voorbeelden aangehaald, en een ieder herinnert zich dat tijdens de jongste verkiezingen voor de Kamers te Brussel, de stemopnemers in een der bureelen van het kanton Sint-Quintens-Lennik, door eene verkeerde uitlegging der wet, aan de verschillende lijsten meer stemmen in hun bureel alleen toekenden dan er in gansch het kanton ingeschreven kiezers waren.

't Is omdat de dwaling zoo overgroot was, dat zij ontdekt kon worden; doch hoeveel andere werden er niet begaan, die volgens de thans gevolgde regelen, geen spoor hoegenaamd nalieten in het proces-verbaal der verkiezing?

Om de kiesverrichtingen volkomen oprecht en nauwkeurig te maken, dient men dus de middelen van toezicht, door het Kieswetboek verschaft, doelmatiger te maken.

Daartoe alleen strekt het bescheiden wetsvoorstel, dat wij ter beraadslaging bij de Kamer indienen. Alle vraagstukken van beginsel, waarover geschil onder de partijen kan ontstaan, laten wij ter zijde en wij vragen eenvoudig dat het opsporen van dwalingen bij de kiesverrichtingen gemakkelijker en doeltreffender wordt gemaakt. Dat is eene zaak van politieke eerlijkheid, waarover geene oneenigheid kan bestaan.

De eerste nieuwigheid, die wij voorstellen, strekt tot het inrichten van het toezicht der partijen over de verrichtingen die de stemming voorafgaan. Thans mag geen getuige worden aangeduid om de beraadslagingen van het hoofdbureel bij te wonen, wanneer het vergadert om te beslissen over de geldige voorstelling van kandidaten en den vorm der stembrieven bepaalt. Dat zijn evenwel gewichtige zaken, en het is billijk, overeenkomstig den geest van ons Kieswetboek, dat er over deze verrichtingen toezicht wordt uitgeoefend, zoowel als over het stemmen, het openen der stembrieven en opnemen der stemmen. Daarom vragen wij, bij wijziging in artikel 167 van het Kieswetboek, aan een der ondertekenaars van iedere lijst het recht te verleen om deze verrichtingen van het hoofdbureel bij te wonen.

Vervolgens vragen wij dat er niet meer wordt vereischt dat de getuigen der kiesverrichtingen kiezer zijn. Toen in 1878 door de wet op het geheim der stemming de volstrekte openbaarheid der kiesverrichtingen werd vervangen door het toezicht van getuigen, aangeduid door de kandidaten, was het kiezerskorps zeer beperkt; de kiezers waren onder 't volk als't ware eene bevoorrechte klasse; zoo is het te begrijpen dat er toen werd beslist enkel kiezers te mogen aanduiden om de kiesverrichtingen na te gaan; des te minder bezwaar leverde dit op, daar men toen kiezer was op den ouderdom van 21 jaar, daar al de kiesverrichtingen geschiedden ter arrondissements-hoofdplaats, daar er veel minder kiesbureelen waren en de verrichtingen veel korter duurden. 't Was dus aan jongere mannen dat men een veel minder lang werk vroeg, dat hen tot geene verplaatsing noodzaakte.

Thans is dit niet meer het geval. Ook kan men in groote arrondissementen niet langer een toereikend getal verkleefde kiezers aantreffen, die getuige willen zijn in al de dorpen der omschrijving. En juist daar vindt men de minst ervaren stemopnemers, wat voor gevolg heeft dat juist in de bureelen, waar het toezicht het nuttigst ware, het gansch ontbreekt.

Om dien toestand te verhelpen, stellen wij wijzigingen voor aan artikel 165 van het Kieswetboek en aan artikel 14 der provinciale kieswet, welke wijzigingen zullen veroorlooven getuigen te kiezen onder hen die nog geen kiezer zijn, doch op den leeftijd dat er het meest verkleefdheid aan politieke beginselen bestaat. Het spreekt van zelf dat, aangezien het deelnemen aan kiesverrichtingen de uitoefening van een staatkundig recht is, enkel Belgen daartoe kunnen toegelaten worden; mocht daarover eenige twijfel bestaan, men zou het in den tekst kunnen vermelden.

Nog stellen wij voor om de gedeeltelijke uitslagen, in de stemopnemende bureelen verworven, openbaar af te kondigen. Trouwens, met ons huidig kiesstelsel, moet het getal geldige briefjes volstrekt overeenkomen met het totaal der stemmen, aan de verschillende lijsten toegekend. Zijn er dus

geene getuigen, dan volstaat het dat deze uitslagen openbaar en volledig worden afgekondigd, opdat zij die deze afkondiging bijwonen, dadelijk zien of er werd gefaald bij het tellen der briefjes. Die dwalingen kunnen aldus worden bekend gemaakt aan de overheid, belast met het onderzoek der geloofsbrieven.

In denzelfden zin, vragen wij dat de aan het hoofdbureel overgemaakte tabellen de aanduidingen zouden bevatten, die het hoofdbureel en de getuigen welke de stemopneming bijwonen, zouden in staat stellen te zien of er dwalingen van dien aard werden begaan. 't Ligt wel niet in onze bedoeling, het hoofdbureel het recht te verschaffen om deze dwalingen op te sporen en terecht te wijzen, doch het hoeft ze te kunnen gewaar worden, om ze bekend te maken aan de overheid die in laatste beroep de kiesverrichtingen nagaat.

Tot deze eenvoudige wijzigingen bepaalt zich ons voorstel; wij houden ons overtuigd dat, wil de Kamer het aannemen, het een ernstiger en doelmatiger toezicht, alsmede meerdere oprechtheid en nauwkeurigheid der uitslagen van de verkiezingen zal verschaffen.

Ons voorstel is niet van toepassing op de gemeenteverkiezingen; deze vonden pas plaats en wij achten het onnoodig wijziging te vragen voor een ondergeschikt punt van eene wet, die veroordeeld is om in een nabijzijnde tijdstip te verdwijnen.

VICTOR VAN DE WALLE.



PROPOSITION DE LOI

ARTICLE PREMIER.

Les articles 165, 167, 186 et 260 du Code électoral sont modifiés comme suit :

Art. 165 : Supprimer l'avant-dernier alinéa et, dans le dernier alinéa, les mots « même s'ils ne sont pas électeurs ».

Art. 167 : Remplacer le dernier alinéa par la disposition suivante : « L'un des trois signataires de chaque liste de présentation qui ont fait la remise de la liste entre les mains du président du bureau pourra assister aux délibérations prévues par le présent article et par l'article 169 ci-après et faire, concernant l'admission des listes et la forme du bulletin de vote, telles observations que de conseil et qui seront, s'il le requiert, actées au procès-verbal. »

Art. 186 : Ajouter le paragraphe final suivant : « Le bureau proclame publiquement le résultat du dépouillement auquel il a procédé en donnant lecture à haute voix de toutes les indications portées au tableau de recensement. »

Art. 260 : Rédiger comme suit le premier alinéa : « Le tableau visé à l'article 186 mentionne le nombre des bulletins trouvés dans les urnes, le nombre des bulletins

WETSVOORSTEL

EERSTE ARTIKEL.

De artikelen 165, 167, 186 en 260 van het Kieswetboek worden gewijzigd als volgt :

Art. 165 : Het voorlaatste lid te doen wegvallen, alsmede, in het laatste lid, de woorden : « zelfs indien ze geen kiezer zijn ».

Art. 167 : Het laatste lid van dit artikel door de navolgende bepaling te vervangen :

« Eén der drie onderteekenaars van elke lijst van voorstelling, die de lijst afgaven in handen van den voorzitter van het bureau, mag de bij dit artikel en bij het navolgend artikel 169 voorziene beraadslagingen bijwonen, en nopens de toelating der lijsten en den vorm van het stembriefje zoodanige opmerkingen maken als hij goed vindt ; zoo hij het vordert, worden deze opmerkingen in het proces-verbaal opgenomen. »

Art. 186 : De navolgende slotparagraaf aan dit artikel toe te voegen : « Het bureau kondigt den uitslag van de stemopneming, waartoe het overging, in 't openbaar af door met luider stem al de aanduidingen, die in de opnemings-tabel zijn gebracht, voor te lezen. »

Art. 260 : Het eerste lid van dit artikel te doen luiden als volgt : « De in artikel 186 bedoelde tabel vermeldt : het getal briefjes in de stembussen gevonden,

blancs ou nuls et celui des votes valables; il mentionne ensuite pour chacune des listes... etc. »

ART. 2.

L'article 14 de la loi du 22 avril 1898 est abrogé.

het getal witte of ongeldige briefjes alsmede dat der geldige stemmen; zij vermeldt vervolgens voor elk der lijsten, enz. »

ART. 2.

Artikel 14 der wet van 22 April 1898 wordt ingetrokken.

VICT. VAN DE WALLE.

G. TONNELIER.

C. LIEFMANS.

J. VERHEYEN.

GEORGES LORAND.

